

LE JOUR, 1950
20 DÉCEMBRE 1950

ORANGES AMÈRES

“Connais-tu le pays où fleurit l’oranger ?”. Le vieil air redevient obsédant quand on y ajoute le bruit que font les producteurs d’agrumes. Nous sommes pour ces braves gens, et tout le pays avec nous, mais que pouvaient demander ces citoyens vertueux au-delà de la promesse de l’Etat d’acheter leurs fruits en quantité suffisante pour maintenir les prix ?

La réponse d’un Tripolitain parmi les plus zélés est surprenante : “Nous ne voulons pas, a dit sans rire ce personnage, grever le budget de l’Etat”. Aussi aime-t-il mieux gêner l’Etat de toutes les façons et le conduire à traiter avec le voisin dans des conditions désavantageuses et sous la contrainte. Il y a là un signe très apparent du travail négatif qui se fait et qui nous mènera loin si nous n’y prenons garde...

L’affaire des agrumes n’eut pas été un problème si on l’eut prise à temps. Une harangue du milieu de l’été nous vient à la mémoire. Il y était question notamment du blé et d’agrumes. Il ne faut pas, disions-nous, attendre, d’une part, le temps de la soudure, de l’autre, que le poids des vergers nous reste sur les bras. Cela se passait dans le climat le plus officiel et quand la nouvelle récolte était sur les aires. Nous voici en décembre et c’est dans la fièvre qu’on discute de ces choses si simples. Parce que les paroles s’envolent et que les décisions ministérielles sont comme la fumée.

Maintenant un *modus vivendi* est en cours de fabrication. Il vaudra, nous l’espérons, pour un temps, mais rendra-t-il moins nécessaire une politique économique proprement libanaise, cohérente et stable ?

Nous concédons qu’à l’heure où nous sommes les difficultés normales se compliquent de mauvaises volontés variées. Mais, dans tout cela, il n’y a rien d’insurmontable. Ce ne serait qu’une question de clairvoyance et de patience si le Gouvernement savait être un peu clairvoyant et les intéressés un peu patients.

Sans rien ignorer des droits, des devoirs, des nécessités qu’impose notre voisinage avec la Syrie, nous disons simplement qu’il y aurait des solutions libanaises à tout si l’on se donnait la peine de les chercher et de les chercher à temps. Le Liban n’est pas un pays déshérité, perdu dans quelque lointain désert. Nous ne sommes pas ici le Tibet. Les routes maritimes et aériennes sont à notre disposition et toutes les formes de la navigation et du transport avec elle. Notre sol n’est pas inclément ; nous avons de magnifiques ressources et nous sommes en relations familières avec l’univers. Un pays comme celui-ci, on ne lui fait pas mettre les pouces pour des oranges, du blé et du coton. Le coton et le blé, en temps normal, ne manquent nulle part, et pour notre production agricole, tout le monde sait ici que la Syrie n’en achète que le résidu et à très bas prix.

Il n’y a vraiment pas de quoi s’affoler et pousser des cris. Mais il faut s’organiser et être prêt. C’est cela qui presse. Il faut voir les problèmes de haut et de loin et ne les point traiter par petits morceaux et sous le microscope.

Avec tous nos moyens, toute notre intelligence nous nous voyons pris de court d'une semaine à l'autre comme si nous étions des enfants. Cela n'est pas permis ; et une politique ainsi faite n'est qu'une absence de politique.

Réfléchissons à nos affaires et ramenons tout à la raison. Si un quart d'heure difficile se présente pour l'un ou l'autre des intérêts en jeu, l'Etat est justement là pour y parer. Rendons hommage en passant aux commerçants qui donnent en ce moment, à tous, une belle leçon de civisme.

Notre économie pour être brillante, ne demande qu'un peu d'esprit de coopération et la vigilance de l'Etat.

Personne n'a jamais pensé que la suppression de l'union douanière, accomplie unilatéralement par la Syrie, se passerait sans quelque perturbation.

Il est vrai que personne ne pensait aussi que la Syrie en ferait, sans justification plausible, l'occasion d'une véritable agression.